

Bulletin d'histoire politique

Michel Sarra-Bournet et Pierre Gendron (dir.), Le pays de tous les Québécois: diversité culturelle et souveraineté, Montréal, VLB Éditeur, 1998, 149 p.

Deirdre Meintel



Volume 7, numéro 2, hiver 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060341ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060341ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Meintel, D. (1999). Compte rendu de [Michel Sarra-Bournet et Pierre Gendron (dir.), *Le pays de tous les Québécois: diversité culturelle et souveraineté*, Montréal, VLB Éditeur, 1998, 149 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 180–182. <https://doi.org/10.7202/1060341ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Cet article est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

également les dangers de l'américanisation croissante des cultures gaies et lesbiennes montréalaises, et plaident enfin pour une juste reconnaissance de l'égalité juridique.

Au total, l'ouvrage fait preuve de beaucoup de sérieux, au risque par moments de prendre des allures un peu trop «universitaires». Les deux auteurs responsables multiplient les notes éditoriales à l'intérieur de chacun des articles des autres collaborateurs pour établir les liens entre ceux-ci. À signaler, la présence de nombreuses cartes géographiques qui aident par exemple à visualiser les lieux de fréquentations à Montréal selon les diverses époques.

Sortir de l'ombre constitue donc un apport majeur à l'histoire du Québec; il devrait répondre à ceux et celles qui croient qu'il est impossible de faire l'histoire des gais et lesbiennes et encourager les chercheurs, chercheuses et les étudiants, étudiantes à poursuivre dans le domaine.

Richard Desrosiers
Département d'histoire
UQAM

Michel Sarra-Bournet et Pierre Gendron (dir.), *Le pays de tous les Québécois: diversité culturelle et souveraineté*, Montréal, VLB Éditeur, 1998, 149 p.

Les textes présentés dans ce recueil offrent une variété de réponses à la question très souvent posée à l'égard du projet souverainiste: comment peut-on créer un Québec indépendant et souverain ouvert à tous — tant autochtones, anglophones, minorités immigrantes que Québécois de souche française. Le volume comporte une série de propositions orientées vers la réalisation d'un tel projet et plus encore. De par son contenu même, il traduit une volonté formelle d'inclure sur un pied d'égalité toutes les composantes de la société — gens issus de groupes «fondateurs» aussi bien que ceux d'installation plus récente.

Le pays de tous les Québécois est divisé en trois parties. La première, «Solidarités», comporte des textes écrits par des journalistes, des chercheurs et d'autres, représentant autant d'appels à la solidarité de tous — immigrants, anglophones et autres — au projet national du Québec. Plusieurs (Claude Corbo, Pierre Gendron) évoquent les vertus des «petits peuples», tandis que Jacqueline Hekpazo fait état du contexte d'«inéquité planétaire» dans lequel évolue la nation québécoise. L'auteure élabore une notion d'interculturalisme qui préconise que l'intégration des immigrants va de pair avec l'incorporation graduelle de «quelques-unes de leurs références ou de leurs valeurs

...certaines dimensions de leur style de vie...» à la culture nationale (p. 81). Une telle approche constructiviste trouve par ailleurs écho dans plusieurs des autres textes du volume.

La deuxième partie du livre est consacrée au thème de «langue et culture». Nous retenons en particulier la contribution de Michel Paillé mettant en évidence la diversité croissante des francophones, soit des Québécois dont la langue d'usage est le français. Dans le même sens, Louise Laurin, affirme que «la Charte de la langue française détache (le français) de ses ancrages ethniques» (p. 112).

La culture est au centre des chapitres écrits par Gary Caldwell, Pierre Noreau et Kai Nielson; tous les trois soulignent la nécessité d'élaborer une culture nationale dans le programme souverainiste. Pour sa part, Neilson insiste sur le fait que le nationalisme culturel n'équivaut pas forcément au nationalisme ethnique. À notre avis, la distinction établie par Neilson entre culture et ethnicité constitue une autre dimension d'une approche constructiviste au concept de la culture nationale qui pourrait être mise en relation avec les propositions de Hekpazo dans la première partie du volume.

Dans la troisième et dernière partie du livre, plusieurs auteurs discutent de la nécessité d'élaborer une constitution pour le Québec, condition importante à la construction de son indépendance et peut-être même précondition de cette indépendance, du moins si on se réfère au cas de la Norvège tel que présenté dans l'article de Bjarne Melkevik. L'auteur constate «une lacune importante dans le projet souverainiste québécois: l'absence d'une constitution interne qui puisse donner forme et fondement à la légitimité nationale du Québec» et autour de laquelle pourrait se cristalliser la citoyenneté québécoise (p. 174). Dans cet article très intéressant, on remarque que le vote en faveur de l'indépendance de la Norvège vis-à-vis de la Suède, lors du référendum de 1905, a été écrasant, bien que ce dernier fut tenu presque un siècle après l'adoption de sa constitution interne (1814).

Plusieurs autres articles, notamment celui de Michel Sarra-Bournet, insistent sur la l'importance d'une constitution pour le Québec, élément qui serait fondamental à la construction du Québec souverain et pluraliste.

Selon Yves Nadeau, une telle constitution doit instaurer une «démocratie administrative» par le biais de l'établissement du protecteur du citoyen. Il citera en exemple la constitution de la Suède.

D'autres auteurs discutent de la construction de la société civile dans une nation québécoise pluraliste et multiethnique. McAndrew plaide en faveur d'une reconnaissance explicite de la diversité culturelle ainsi que d'un partenariat avec les organismes créés par des groupes particuliers (immigrants ou ethniques) et cela même si l'État ne se voit pas obligé de soutenir ces derniers matériellement. Comme plusieurs des auteurs dans le volume,

Labelle souligne, entre autres, l'obligation d'accorder aux gens issus des minorités ethniques une place plus importante au sein des organismes publics et parapublics, tout en critiquant leur cantonnement dans la catégorie «communautés culturelles». Michel Seymour élabore sur les droits devant être reconnus aux anglo-québécois, en tant que composante de la nation québécoise (voir aussi à ce sujet l'article de Mathieu-Robert Sauvé dans la première section du livre); d'autre part il insiste sur la nécessité de la reconnaissance formelle des droits des Autochtones.

Pour des raisons autant morales que politiques ou symboliques, le thème des autochtones nous paraît d'une importance capitale pour le projet national québécois; il aurait mérité, à notre avis, une attention plus soutenue à l'intérieur du volume. Toutefois, nous tenons à souligner le grand intérêt de ce livre pour tous ceux qui se soucient de l'avenir politique et social du Québec et surtout pour ceux qui souhaitent voir dans le projet souverainiste, la construction d'une société pluraliste, équitable et démocratique.

Deirdre Meintel
Département d'anthropologie/GRES
Université de Montréal

Catherine Saouter (dir.): *Le documentaire, Contestation et propagande*, Montréal, XYZ éditeur, 1996, 161 p.

Le cinéma documentaire a joué un rôle majeur dans la reconnaissance d'une culture québécoise, il a aussi été un important outil de réflexion politique. Le centenaire du cinéma ayant suscité de nombreux débats sur l'histoire et la pratique de cet art, la réflexion sur le documentaire aurait pu s'avérer ici particulièrement fertile. Le livre publié sous la direction de Catherine Saouter nous montre cependant que les spécialistes ne sont pas toujours prêts à un véritable effort de réflexion. L'ouvrage offre quelques textes excellents qui le sauvent, mais l'ensemble est un peu superficiel et laisse souvent le lecteur sur son appétit. Les textes sont le fruit d'un colloque qui eut lieu à Montréal en 1995 dans le cadre du Congrès des Sociétés savantes. L'idée initiale était intéressante, car pour faire le point sur une pratique qui se veut subjective et engagée, on avait convoqué autant de praticiens que de théoriciens du cinéma. Sans doute espérait-on susciter ainsi une réflexion plus branchée sur le réel, démarche qui correspond à la pratique documentaire. L'objectif n'est atteint qu'à moitié, une partie des textes proposant une analyse fertile d'objets importants et